



Cuse
folio
F2C
28434

LETTRES PATENTES DU ROI,

*CONCERNANT les Baux à Cens dans le ressort
de la Coutume de Saint-Quentin.*

Données à Versailles le 4 Mars 1786.

Registrées en Parlement le vingt-un Mars mil sept cent quatre-vingt-six.

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces présentes Lettres verront; SALUT. Notre Cour de Parlement ayant par ses Arrêts des vingt-deux Juillet mil sept cent soixante-dix-sept, & treize Avril mil sept cent soixante-dix-huit, fixé le véritable sens des articles soixante-douze & soixante-treize de la Coutume de Péronne & de Mont-Didier & de Roye, relativement aux Baux à cens, Nous aurions ordonné, par nos Lettres Patentes du vingt-quatre Juin mil sept cent quatre-vingt-un, registrées le vingt-huit Août suivant, que les héritages aliénés par baux à cens, même avec deniers d'entrée dans le ressort de ladite Coutume, antérieurement à l'époque dudit Arrêt, du vingt-deux Juillet mil sept cent soixante-dix-sept, & pour raison desquels il n'auroit été formé aucune

demande antérieurement audit Arrêt, seroient réputés censuels dans les mains des preneurs; qu'ils seroient tenus par eux en roture, & partagés comme tels dans leurs successions, sans que lesdits baux pussent donner ouverture ni à nos droits ni à ceux des Seigneurs particuliers; Nous sommes informé que notredite Cour auroit également fixé, par Arrêt du trente Juillet mil sept cent quatre-vingt-cinq, le sens des articles soixante-douze & soixante-treize de la Coutume de Saint-Quentin, dont les dispositions sont semblables à celles des articles soixante-douze & soixante-treize de la Coutume de Péronne, de Mont-Didier & de Roye; Nous avons pensé en conséquence, qu'il étoit de notre justice de faire jouir ceux de nos sujets, dont les biens sont situés dans la Coutume de Saint-Quentin, du même avantage que Nous avons accordé à ceux de nos sujets, dont les biens sont situés dans les territoires régis par la Coutume de Péronne, de Mont-Didier & de Roye : A CES CAUSES & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité royale, Nous avons dit & ordonné, & par ces Présentes signées de notre main, disons & ordonnons, voulons & Nous plaît, que tous les héritages aliénés par baux à cens, même avec deniers d'entrée, dans le ressort de la Coutume de Saint-Quentin, antérieurement à l'époque de l'Arrêt de notre Parlement, du trente Juillet mil sept cent quatre-vingt-cinq, & pour raison desquels il n'auroit été formé aucune demande antérieurement audit Arrêt, soient réputés censuels dans les mains des preneurs; qu'ils soient tenus par eux en roture, & partagés comme tels dans leurs successions, sans que lesdits baux puissent donner ouverture ni à nos droits, ni à ceux des Seigneurs particuliers.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux Conseillers les Gens tenant notre Cour de Parlement à Paris, que ces présentes ils aient à enregistrer, & le contenu en icelles garder, observer, exécuter & faire exécuter suivant sa forme & teneur: CAR tel est notre plaisir; en témoin de quoi Nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. DONNÉ à Versailles le quatrieme jour du mois de Mars l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-six, & de notre regne le douzieme. Signé LOUIS. Et plus bas: Par le Roi, LE B^{ON}. DE BRETEUIL. Et scellées du grand sceau de cire jaune.

Registrées, oui & ce requérant le Procureur Général du Roi, pour être exécutées selon leur forme & teneur; & copies collationnées envoyées au Bailliage de Saint-Quentin, pour y être lues, publiées & registrées: Enjoint au Substitut du Procureur Général du Roi audit Siège d'y tenir la main & d'en certifier la Cour dans le mois, suivant l'Arrêt de ce jour. A Paris en Parlement, les Grand'Chambre & Tournelle assemblées, le vingt-un Mars mil sept cent quatre-vingt-six.

Signé DUFRANC.

A PARIS, chez P. G. SIMON, & N. H. NYON,
Imprimeurs du Parlement, rue Mignon. 1786.

[Faint, mostly illegible handwriting in French, likely bleed-through from the reverse side of the page.]

18 Thivaud an 2.

seigneurie d'assort.
qui fixe le traitement des élèves de l'école

Decret

Instruction Publique

2039